



## Salah Hamouri : députés et militants exigent la libération du franco-palestinien détenu en Israël

**Ali Abunimah** – *Députés et militants en France exigent une action de leur gouvernement pour la libération de Salah Hamouri, un franco-palestinien défenseur des droits de l'homme détenu par Israël.* Mardi, l'armée israélienne a ordonné l'**emprisonnement de Hamouri**, sans inculpation ni jugement, pour une première durée de six mois.

L'ordonnance de détention administrative a été décidée après qu'un juge à Jérusalem ait estimé qu'il devrait être mis en état d'arrestation à domicile. Au lieu de cela, Salah Hamouri va rester en prison. Sous le système de détention administrative d'Israël – une **relique de la domination coloniale** britannique – les forces d'occupation peuvent emprisonner indéfiniment les Palestiniens sans jamais les inculper ou les juger.

Hamouri, âgé de 32 ans, a été arrêté **à son domicile** à Jérusalem-Est occupée mercredi dernier. Il est chercheur sur le terrain pour **Addameer**, l'organisation de défense des prisonniers. Il avait déjà passé **sept ans dans les prisons israéliennes** mais a été libéré dans un **échange de prisonniers en 2011**.

### « Un exemple pour nous tous »

Les forces israéliennes ont précédemment emprisonné Hamouri en 2005, affirmant qu'il était partie prenante d'un complot du **FPLP** – Front populaire pour la libération de la Palestine – pour tuer Ovadia Yosef, un rabbin israélien bien connu qui incitait aux violences génocidaires pour « **anéantir** » les Palestiniens.

Hamouri a toujours affirmé son innocence. Il a été détenu pendant trois ans en détention administrative, avant d'accepter l'abandon de tout recours contre le tribunal militaire israélien avec en échange une peine plus courte [procédure de « plaider coupable », assortie d'une condamnation à 7 ans de prison, au lieu de 14]. Le tribunal militaire israélien a un taux de condamnation pour les Palestiniens de près de 100%.

Les citoyens français ont organisé une campagne en soutien à Hamouri, et Nicolas Sarkozy, le président français à l'époque, a exhorté Israël avait lui-même demandé sa libération en 2011. Après sa sortie, selon Addameer, Hamouri a été interdit d'entrer en Cisjordanie occupée jusqu'en septembre de l'année dernière, et sa femme est actuellement toujours **interdite de séjour** en Palestine occupée.

« Ce cas n'est pas simplement l'arrestation d'un individu », a déclaré Addameer mardi. « Cela fait partie d'une politique systématique d'affaiblissement [de la société civile palestinienne]. L'objectif est de s'assurer que tout travail de soutien à la volonté palestinienne d'autodétermination est sévèrement puni ».

Le groupe a ajouté: « Pour les défenseurs des droits de l'homme, il existe deux choix : abandonne la cause, ou accepter une vie de punition constante. Ce n'est pas un choix facile à faire. Salah pouvait facilement partir, vivre en France et avoir une vie tranquille avec sa femme et son enfant. »

Mais le choix de Hamouri de rester en Palestine et de travailler pour les droits de son peuple est « un exemple pour nous tous », a ajouté Addameer.

### Une « injustice et un scandale »

Des appels de militants et de responsables politiques français demandant la libération de Hamouri se sont intensifiés mardi.

Eric Couquerel, député du mouvement **La France Insoumise** de l'ancien candidat à la présidence Jean-Luc Mélenchon, a qualifié la détention de Hamouri « d'injustice et de scandale » et a exigé sa libération immédiate.

Le Parti communiste, qui détient 10 sièges dans le parlement français, a condamné la détention de Hamouri comme étant « totalement illégale en vertu des conventions internationales relatives aux droits de l'homme ».

« Le président Emmanuel Macron et le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, qui sont restés silencieux depuis l'arrestation de Salah Hamouri, doivent intervenir fermement, aujourd'hui, auprès de leurs homologues israéliens afin que notre concitoyen soit immédiatement libéré, et sans condition », a ajouté le parti.

D'autres députés et militants ont **tweeté** des messages similaires.

### Forte augmentation du nombre de détentions administratives

Selon Addameer, il y a actuellement **450 Palestiniens en détention administrative**, dont 10 membres du Conseil législatif palestinien.

Ce nombre est inférieur à ce qu'il a été au cours des derniers mois, mais il y a eu récemment une forte augmentation de l'utilisation par Israël de ce type de mesure.

**Plus de Palestiniens** ont été détenus sans inculpation en août qu'en novembre, selon la Société palestinienne des prisonniers.

Jeudi dernier, le tribunal militaire israélien a publié 20 nouvelles ou extensions ordonnances de détention administrative à l'encontre de Palestiniens, selon le groupe de solidarité **Samidoun**. Cela a porté le total pour août à plus de 100.

Le plus jeune Palestinien détenu en détention administrative est **Nour Kayed Faiq Issa**, âgé de 16 ans, arrêté en avril par des dizaines de soldats lors d'un raid nocturne dans la maison de sa famille dans le

village d'Anata, en Cisjordanie.

Avec l'emprisonnement de Hamouri, au moins deux membres du personnel d'Addameer se trouvent dans les prisons israéliennes.

En juin, l'armée israélienne a renouvelé pour un deuxième mandat de six mois la détention administrative de [Hassan Safadi](#), le coordinateur du groupe pour les médias.



\* **Ali Abunimah** est un journaliste palestino-américain, auteur de [The Battle for Justice in Palestine](#). Il a contribué à [The Goldstone Report : The Legacy of the Landmark Investigation of the Gaza Conflict](#). Il est le cofondateur de la publication en ligne [The Electronic Intifada](#) et consultant politique auprès de [Al-Shabaka](#).

- Articles du [même auteur](#).

- Articles sur le [même thème](#).

29 août 2017 - [The Electronic Intifada](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#)